



DIRECTION GÉNÉRALE

Direction des achats

Appel d'offres ouvert

**DCE n° 2025/0038/EdA-DA/Fourniture de produits de veau et
viandes cuites frais au profit des clients du dispositif « Vivres
Métropole » du 14/01/2025**

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) applicable à l'ensemble des accords-cadres à bons de commande

Annexe 1 : coordonnées des interlocuteurs EdA

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DES ACCORDS-CADRES À BONS DE COMMANDE	3
ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE.....	3
2.1. Parties contractantes	3
2.2. Forme et nature de l’accord-cadre a bons de commande.....	3
2.3. Durée de l’accord-cadre a bons de commande	4
2.4. Modifications éventuelles de l’accord-cadre a bons de commande.....	4
2.5. Clause de réexamen.....	4
2.6. Non-reconduction.....	5
ARTICLE 3 – PIÈCES DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE.....	5
3.1. Dispositions générales.....	5
3.2. Priorité des pièces	5
3.3. Documents de référence	6
ARTICLE 4 – ÉVOLUTION DE LA LISTE DES PRODUITS	6
4.1. Substitution de produits et modification du référentiel.....	6
4.2. Prix promotionnels	7
4.3. Référencement de nouveaux produits	7
ARTICLE 5 – PRIX.....	7
5.1. Détermination.....	7
5.2. Révision des prix.....	8
5.3. Clause de sauvegarde	10
ARTICLE 6 - MODALITÉS FINANCIÈRES	10
6.1. Facturation.....	10
6.2. Modalités de règlement	10
6.3. Délai de paiement.....	11
6.4. Intérêts moratoires.....	11
6.5. Nantissement	11
6.6. Acomptes et avances	11
ARTICLE 7 –TAUX DE SERVICE - PÉNALITÉS – EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES - RÉSILIATION.....	11
7.1. Pénalités	12
7.2. Exécution aux frais et risques du Titulaire.....	14
7.3. Résiliation	14
ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITÉ	15
ARTICLE 9 – LITIGES.....	15
ARTICLE 10 – DÉROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS	16

ARTICLE 1 – OBJET DES ACCORDS-CADRES À BONS DE COMMANDE

Les accords-cadres à bons de commande ont pour objet la fourniture de produits de veau et viandes cuites frais au profit des clients du dispositif « Vivres Métropole ».

« **Vivres Métropole** » est le dispositif d'approvisionnement en denrées et en produits périssables destinés aux organismes militaires de restauration et aux sociétés de restauration collective (SRC); il bénéficie notamment aux formations clientes suivantes :

- les CPA : Centres de Production Alimentaire : ils approvisionnent en repas préparés des restaurants satellites ;
- les groupements de soutien de base de défense ;
- les cercles mess ;
- tout autre client de l'Economat des Armées.

Toutes les formations clientes concernées par le dispositif « Vivres Métropole » sont localisées en France métropolitaine (Corse et continent).

La prestation comprend l'emballage, l'identification, la livraison de ces produits sur la plateforme du pouvoir adjudicateur située à NEMOURS (77).

Les produits de veau et viandes cuites frais objet des accords-cadres à bons de commande, sont dénommés ci-après « les produits ».

N.b : les accords-cadres à bons de commande font l'objet d'une exécution des commandes sous format logistique alloti.

Afin de satisfaire de manière précise les besoins de ses clients, l'EdA met en place une gestion « allotie », soit une commande et livraison au kilo ou en pièce/ poche pour une partie de sa gamme de fourniture de produits de veau et viandes cuites frais préparée et allotie par client directement par le titulaire. L'unité de commande est le kilo, le colis, la pièce ou le multiple de pièces lorsque cette unité est adaptée au produit. Les spécifications techniques EDI détaillées sont décrites dans le CCTP et ses annexes.

ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

2.1. PARTIES CONTRACTANTES

L'accord-cadre à bons de commande est conclu entre :

↳ d'une part, **l'Economat des Armées (EdA)** en la personne de son directeur général, ci-après dénommé « le Pouvoir Adjudicateur ». Le Pouvoir Adjudicateur désigne comme son représentant un prestataire logistique ayant pouvoir d'émettre, au nom de l'EdA, les bons de commande auprès du Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande, signer et valider les bons de livraison des produits.

↳ d'autre part, **l'entreprise** dont l'acte d'engagement a été approuvé, ci-après dénommée « le Titulaire ».

2.2. FORME ET NATURE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Il s'agit d'un accord-cadre de fournitures à bons de commande (Art. R 2162-1 et suivants du code de la commande publique), sans minimum financier annuel, avec un montant financier estimatif annuel et avec un maximum financier sur la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande, établi en suivant les règles détaillées dans le code de la commande publique ainsi que dans les art. R 2161-2 et

suivants du code de la commande publique relatifs à la procédure d'appel d'offres ouvert, applicables par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article L 1211-1 du code précité.

Des quantités estimatives par produit sont indiquées dans les annexes à l'acte d'engagement ; elles ne sont nullement un engagement de la part du Pouvoir Adjudicateur.

2.3. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande prend effet à compter de sa notification.

En raison des ajustements liés à la mise en œuvre de la procédure allotie avec le titulaire retenu ou phase de coordination, l'EdA notifie un ordre de service qui conditionne le début d'exécution des approvisionnements.

La date mentionnée dans l'ordre de service constitue la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande.

L'accord-cadre à bons de commande est passé pour une période de douze (12) mois à compter de la date anniversaire mentionnée dans l'ordre de service.

Le début d'exécution des approvisionnements est estimé au 1er septembre 2025.

L'accord-cadre à bons de commande est tacitement reconductible deux (2) fois douze (12) mois à l'issue de la première période d'exécution.

A l'issue des deux tacites reconduction, L'accord-cadre à bons de commande est tacitement reconductible, pour une dernière période, à compter de la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande jusqu'au 02 janvier 2029.

La période libre laissée entre la date de notification et la date de début d'exécution (estimée à trois mois), appelée phase de coordination, est mise à profit pour préciser les référentiels produits avec une phase de tests destinée à permettre le passage en EDI (échanges de données informatisées).

2.4. MODIFICATIONS EVENTUELLES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande peut être réexaminé par voie d'acte de modification (anciennement « avenant ») dans les cas suivants :

- les modifications prévues aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique ;
- toute autre modification non substantielle nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

2.5. CLAUSE DE RÉEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique le présent accord-cadre à bons de commande peut être réexaminé durant son exécution, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Passation d'un marché complémentaire de fournitures en vertu de l'article R 2122-4 du code de la commande publique ;
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux ;
- Modification des conditions d'exécution en raison de paramètres imprévisibles lors de la contractualisation (nécessité de suspendre l'exécution du marché ou d'en prolonger l'exécution au prorata de l'interruption), notamment pour la mise en œuvre du format logistique allotie ;
- Modification des modalités d'ajustement des prix notamment la périodicité, type d'indice de référence ou autre mode de calcul de prix dans le cas d'un contexte exceptionnel ;

- Augmentation du montant maximum de 25 % pour la durée restante à couvrir de l'accord-cadre (durée ferme + reconductions) lorsque le montant cumulé des commandes sur les deux premières années de l'accord-cadre est supérieur à 50 % du montant maximum global de l'accord-cadre.

Cette clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite du pouvoir adjudicateur et est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester sa bonne réception, au titulaire de l'accord-cadre à bons de commande concerné.

2.6. NON-RECONDUCTION

En cas de non-reconduction, le Pouvoir Adjudicateur en informe le Titulaire concerné au plus tard quatre (4) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande. Dans ce cas, le Titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective de l'accord-cadre à bons de commande.

La décision de non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

Le Titulaire a la possibilité de ne pas reconduire l'accord-cadre à bons de commande en informant le Pouvoir Adjudicateur au moins six (6) mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande.

ARTICLE 3 – PIÈCES DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

3.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'accord-cadre à bons de commande, constitué des documents contractuels définis à l'article 3.2, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Les éventuelles modifications sont faites par écrit.

Les dispositions de l'accord-cadre à bons de commande prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre à bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne peut s'intégrer à l'accord-cadre à bons de commande. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, le catalogue, les documents commerciaux pour les produits concernés par l'accord-cadre à bons de commande visé.

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les lois et règlements applicables en France exclusivement.

Tout document ou correspondance relatif à l'accord-cadre à bons de commande doit être rédigé en langue française.

3.2. PRIORITE DES PIECES

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les pièces énumérées *infra*.

3.2.1. Pièces spécifiques

Par ordre de priorité décroissante (notamment dans le cas où certains documents se contrediraient), les pièces spécifiques de l'accord-cadre à bons de commande sont :

- 1°) l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- 2°) le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- 3°) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- 4°) l'offre du Titulaire ;

Ces pièces sont établies en un exemplaire original. Elles sont conservées dans les archives du Pouvoir Adjudicateur et font seules foi.
5°) les bons de commande.

3.2.2. Pièces générales

Les pièces générales régissant l'accord-cadre à bons de commande sont :

- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) passées au nom de l'Etat (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version la plus récente, sauf dérogations mentionnées à l'article 10 du présent CCAP ;
- le guide des recommandations pour la protection de la chaîne alimentaire contre les risques d'actions malveillantes, criminelles ou terroristes (version de janvier 2014) ;
- les normes, les codes des usages professionnels, les spécifications techniques tels que cités dans le CCTP et ses annexes.

3.3. DOCUMENTS DE REFERENCE

Les éventuelles modifications législatives et réglementaires survenant en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande se substituent aux documents de référence.

ARTICLE 4 – ÉVOLUTION DE LA LISTE DES PRODUITS

4.1. SUBSTITUTION DE PRODUITS ET MODIFICATION DU REFERENTIEL

Les données communiquées par le Titulaire doivent être **fiabiles et cohérentes avec la réalité**, afin d'assurer une bonne gestion des approvisionnements.

En cas de rupture, le Titulaire a l'obligation contractuelle de proposer des produits de substitution. Un article de substitution est un produit ayant des caractéristiques techniques et qualitatives équivalentes ou supérieures au produit substitué de l'accord-cadre à bons de commande et un même rapport prix/poids.

- **Substitution ponctuelle de produits** : en cas de rupture temporaire de disponibilité des produits, des produits de substitution sont proposés par le Titulaire. L'article de substitution est proposé au plus tard lors de la confirmation de la commande. Le Titulaire doit obtenir l'accord écrit exprès du Pouvoir Adjudicateur pour la commande de substitution.
- **Substitution définitive de produits** : dans le cas d'une rupture définitive de produit, ou d'une rupture à long terme (produit indisponible pendant plusieurs semaines par exemple) le Titulaire doit immédiatement demander le référencement du produit de substitution au Pouvoir Adjudicateur. Le Pouvoir Adjudicateur valide par mail le nouveau produit de substitution et son prix.

Toute substitution de produit, modification du référentiel produit (numéro d'agrément sanitaire, fiche technique, conditionnement...) ou modification concernant le Titulaire (modification de compte bancaire, etc.) doit être transmise au Pouvoir Adjudicateur **au plus tard 45 jours calendaires** avant la date de changement souhaitée, par courrier électronique. En cas d'urgence dûment justifiée, la modification doit être signalée au plus tard 15 jours avant le changement.

Après accord des deux parties, le Pouvoir Adjudicateur intègre dans son système informatique les nouveaux éléments du référentiel et en informe le Titulaire.

Tout manquement à cette procédure peut entraîner l'établissement d'une fiche « incident » ou l'imputation des pénalités prévues à l'article 7.1 du présent document. Dans ce cas, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner aux frais et risques du Titulaire conformément à l'article 7.2 du présent CCAP.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve également le droit de refuser les modifications substantielles, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le Titulaire.

4.2. PRIX PROMOTIONNELS

Le Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande a la faculté de proposer au Pouvoir Adjudicateur des remises exceptionnelles ou prix promotionnels, notamment dans les cas de sur-stockages, de déclassements de produits ou de produits dont la DLC est trop proche pour en permettre une distribution conventionnelle.

4.3. REFERENCEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS

Le Titulaire peut également proposer au Pouvoir Adjudicateur des nouveaux produits (correspondant à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande) dont la valeur cumulative estimée ne dépasse pas la limite de 10% du montant estimatif annuel de l'accord-cadre à bons de commande.

Le processus de référencement des nouveaux produits est géré entre le Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande et le Pouvoir Adjudicateur (ou son représentant). Il doit respecter les conditions suivantes :

- le Titulaire adresse une proposition tarifaire au Pouvoir Adjudicateur ;
- après discussions, le Pouvoir Adjudicateur accepte ou refuse les nouveaux produits. .

Les produits acceptés sont rajoutés à l'accord-cadre à bons de commande par voie d'ordre de service.

Les nouveaux produits ainsi référencés suivent alors les mêmes règles que les produits initialement prévus dans l'accord-cadre à bons de commande.

ARTICLE 5 – PRIX

5.1. DÉTERMINATION

Les prix des produits, objet de l'accord-cadre à bons de commande, sont unitaires, en euros, avec au plus deux décimales, hors taxes sur la valeur ajoutée, « franco » sur la plateforme du pouvoir adjudicateur située à NEMOURS (77).

Les prix sont fixés dans le tableau de présentation des offres à l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Durant l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, les prix facturés sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande.

Les prix comprennent :

- l'ensemble des dépenses nécessaires à la fourniture des produits ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les produits ;
- le conditionnement, l'emballage ;
- la livraison et le déchargement des produits sur la plateforme du pouvoir adjudicateur.

Les taux de TVA ne sont mentionnés qu'à titre indicatif. En cas de variation des taux de cette taxe, les prix unitaires subissent une variation identique. Sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit une liste des taxes auxquelles il est soumis avec les références des textes législatifs ou réglementaires correspondants.

Les éventuels frais de douane et de procédure sont à la charge du titulaire.

Le mois d'établissement des prix de l'accord-cadre à bons de commande est mars 2025.

5.2. ACTUALISATION AVANT EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date de fixation de son offre et la date de début d'exécution des prestations par le titulaire, les prix sont actualisables.

Les modalités sont les suivantes : Entre la notification et la date de début d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, le titulaire ou le pouvoir adjudicateur transmet à cet égard à l'autre partie, par e-mail, les nouveaux tarifs proposés. Les prix proposés par le titulaire sont soumis à l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

A défaut de transmission dans ce délai, Les prix sont maintenus jusqu'au prochain ajustement mensuel ou semestriel selon le lot considéré.

5.3. REVISION DES PRIX

L'ajustement des prix se fait à la hausse comme à la baisse.

Les prix des produits sont ajustés selon les indices de référence figurant à l'annexe 1 à l'acte d'engagement et selon les modalités, la périodicité et la formule décrites ci-dessous.

Lot	Désignation de l'accord-cadre à bons de commande	Mode de révision tarifaire	Indice de référence (annexe 1 à l'AE)
01	Viandes de veau réfrigérées	Ajustement mensuel avec cotation (annexe 1 à l'AE)	RNM
02	Viandes cuites n°1 réfrigérées	Ajustement mensuel avec cotation (annexe 1 à l'AE)	RNM
03	Viandes cuites n°2 réfrigérées	Ajustement mensuel avec cotation (annexe 1 à l'AE) Ajustement annuel avec prix ferme et sans cotation de références uniquement pour la ligne 1 et 3	RNM

Ajustement mensuel

Pour les lots concernés (cf. tableau supra) les prix sont ajustés **mensuellement** selon le tableau supra et suivant la formule décrite ci-dessous. Pour les **ajustements mensuels**, le titulaire doit faire parvenir au pouvoir adjudicateur la liste de ses prix à ajuster avant le 10 du mois précédant l'ajustement (ajustement mensuel).

Les mercuriales ainsi transmises mentionnent obligatoirement et au minimum :

- la désignation du produit ;
- le calibre ou poids de la pièce ;
- la provenance ;
- le conditionnement en précisant le poids du colis ;

- l'unité de vente et l'unité de facturation ;
- l'ancien prix en € H.T.
- le nouveau prix en € HT ;
- la proposition d'ajustement tarifaire **à la hausse comme à la baisse** sur la base de la variation de la cotation indiquée à l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

En cas de non-respect de ce délai, le prix applicable au mois en cours est tacitement reconduit pour le mois suivant.

L'application des nouveaux prix doit être approuvée par écrit par l'autre partie préalablement à son entrée en vigueur, au vu des justifications avancées.

Toute commande notifiée au titulaire avant la date d'application du nouveau tarif est exécutée au prix de l'ancien tarif.

L'application des nouveaux prix fait l'objet d'une décision après approbation expresse par le pouvoir adjudicateur.

La révision par ajustement des prix (arrondis à 2 chiffres après la virgule) est réalisée selon la formule suivante :

$$P_x = (FF + C * C_{mx})$$

P_x : prix ajusté de l'article au 1^{er} de chaque mois

FF : frais fixes (fermes pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande)

C : coefficient de rendement (fermes pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande)

C_{mx} : Cotations mensuelles RNM de l'avant dernier mois publiées

(Exemple : cotation de janvier publiée début février et applicable pour les prix au 1^{er} mars).

P_{x0} : prix soumissionné au moment de la remise de l'offre mars 2025 (à l'annexe 1 à l'AE), remplacé par **P_x** pendant l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

La même formule s'applique en cas de reconduction de l'accord-cadre à bons de commande.

En cas d'interruption momentanée de la parution d'une cotation ou d'un indice, le cours applicable est le dernier publié.

En cas de changement, d'interruption définitive de la cotation ou de l'indice/index/mercuriale représentatif ou au cas un indice/index/mercuriale nouveau s'impose à l'évidence, les parties au présent accord-cadre à bons de commande conviennent d'un autre indice/index/mercuriale à appliquer.

Révision exceptionnelle des frais fixes

Les frais fixes sont fermes pendant toute la durée de l'accord-cadre à bons de commande.

En cas de circonstances exceptionnelles, le titulaire ou le Pouvoir Adjudicateur peut proposer des ajustements exceptionnels justifiés en cours d'année (exemples de justifications : évolution de la fiscalité ; augmentation/baisse exceptionnelle de l'énergie, emballages...).

L'application des nouveaux prix doit être approuvée par écrit (courriel et courrier) par les deux parties préalablement à son entrée en vigueur.

Le titulaire ou le pouvoir adjudicateur transmet à cet égard à l'autre partie, par courrier, les nouveaux tarifs proposés avec un préavis minimum de **45 jours calendaires**.

5.4. CLAUDE DE SAUVEGARDE

En cas de dépassement du coût total de l'accord-cadre à bons de commande de plus de 5 % par rapport au montant de l'offre initialement convenu, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande de manière anticipée et sans indemnité.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande s'engage à fournir toutes les informations nécessaires pour justifier les augmentations de coûts et à collaborer pleinement avec le pouvoir adjudicateur pour tenter de trouver des solutions alternatives avant la résiliation.

ARTICLE 6 - MODALITÉS FINANCIÈRES

6.1. FACTURATION

6.1.1. Émission et envoi des factures


Conformément aux dispositions de l'article L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus factures (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

6.1.2. Descriptif des factures

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facture, dès vérification et admission des fournitures livrées.

Afin que le traitement des factures soit facilité et optimal, le Titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes, dans chacune de ses factures :

- les nom et adresse du Pouvoir Adjudicateur ;
- l'identité du destinataire final ;
- le pays ou la ville de destination finale ;
- le numéro d'engagement juridique le cas échéant ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les numéro et date d'établissement de la facture ;
- les numéro et date de l'accord-cadre à bons de commande ;
- les numéro et date du bon de commande ;
- les coordonnées de l'émetteur du bon de commande ;
- le numéro de code service : DFD_VM ;
- les références du bon de livraison ;
- la nature des fournitures et leur prix unitaire HT ;
- les références fournisseurs des fournitures livrées ;
- les taux et montant de la TVA, le cas échéant ;
- le montant total HT et TTC. de la commande, le cas échéant ;
- les date et signature.

	<p>Si le Titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de façon automatique.</p> <p>De ce fait, le délai de traitement des factures – par la Direction Financière et Comptable du Pouvoir Adjudicateur - est allongé et la mise en règlement retardée.</p>
-------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

6.2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le mode de règlement est le virement bancaire, établi par la direction financière et comptable du Pouvoir Adjudicateur au profit du compte bancaire indiqué dans l'acte d'engagement. Un seul compte bancaire est accepté.

6.3. DÉLAI DE PAIEMENT

Le paiement des factures intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Si les justificatifs présentés par le Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande ne sont pas conformes aux modalités prévues par l'article 6.1 du CCAP, le Pouvoir Adjudicateur en informe par écrit le Titulaire. Le délai de paiement est suspendu dans l'attente de la production par le Titulaire d'un dossier conforme.

6.4. INTÉRÊTS MORATOIRES

A défaut de paiement dans les 30 jours maximums à compter de la date de réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

6.5. NANTISSEMENT

Le Titulaire a la possibilité de demander au Pouvoir Adjudicateur (EdA), les pièces nécessaires pour une remise de l'accord-cadre à bons de commande en nantissement. Toute cession de créances est alors directement notifiée au comptable de l'autorité en charge de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande par l'établissement cessionnaire.

6.6. ACOMPTES ET AVANCES

Aucun acompte n'est versé.

Aucune avance n'est versée.

ARTICLE 7 –TAUX DE SERVICE - PÉNALITÉS – EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES - RÉSILIATION

Les manquements constatés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande sont notifiés au Titulaire et peuvent donner lieu à des sanctions listées ci-dessous.

Hormis la pénalité « Alerte Sanitaire » et « modification fautive du référentiel produit », aucune pénalité citée infra n'est appliquée les six (6) premiers mois à compter de la date de début d'exécution des approvisionnements.

Pour les lots dont l'estimatif financier annuel est supérieure à 400 000€ HT, le montant des pénalités est doublé, hormis les pénalités pour alerte sanitaire.

Manquement	Sanction	Type d'acte de notification au Titulaire
Manquement mineur ou premier manquement	Avertissement écrit	Courriel
Manquement mineur répété Ou manquement majeur	Rappel obligations contractuelles et plan d'actions	Courrier
Manquement majeur répété	Mise en demeure	Courrier
Manquements listés à l'article 7.1	Pénalités forfaitaires ou selon formule de calcul (cf. article 7.1)	Courrier
Défaillance temporaire du Titulaire	Frais et risques	Courrier
Défaillance du Titulaire sans issue	Résiliation (après mise en demeure)	Courrier

7.1. PÉNALITÉS

Retard	En cas de retard de livraison des produits hors tolérance, le Pouvoir Adjudicateur peut appliquer une pénalité forfaitaire de 300 € HT par livraison concernée.
Taux de service non atteint	<p>Le Titulaire s'engage à un taux de service de 98%. Le taux de service est calculé mensuellement de la manière suivante : nombre de colis livrés / nombre de colis commandés. Si le taux de service est inférieur à 98%, il est fait application de la pénalité suivante :</p> <p>$P = V \times 10\%$</p> <p>Avec :</p> <p>P = montant de la pénalité ; V = chiffre d'affaires mensuel HT relatif à l'article ou aux articles non livrés.</p> <p>Un minimum forfaitaire de 300 € HT de pénalité est exigible pour couvrir les frais de traitement.</p>
Modification fautive du référentiel produit	<p>Toute modification du référentiel produit en dehors de la procédure décrite à l'article 4 du présent document entraîne le paiement d'une pénalité forfaitaire de 500 € HT par produit modifié.</p> <p>L'application de cette pénalité n'est pas exclusive des autres dispositions prévues à l'article 4 du présent CCAP notamment du droit que se réserve le Pouvoir Adjudicateur de refuser toute modification qu'il juge substantielle, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le Titulaire (par exemple : modification d'un agrément sanitaire sans accord préalable du pouvoir adjudicateur).</p>
Non-conformité générale	<p>En cas de non-conformité d'un produit au regard de sa fiche technique, détectée lors d'analyses de laboratoire (cf. art. 11.3 du CCTP) ou tout autre motif dument constaté par le Pouvoir Adjudicateur une pénalité de 300 € HT par produit est appliquée.</p> <p>Si ces non-conformités sont imputables au Titulaire, ce dernier a la possibilité de reprendre les produits non-conformes dans un délai de 48 heures ouvrés maximum après notification quel que soit leur lieu d'entreposage (plateforme logistique ou</p>

	<p>formation cliente).</p> <p>Si la reprise nécessite le transport des produits non-conformes (par exemple de la formation cliente jusqu'à la plateforme du prestataire logistique ou à un de ses hubs régionaux), les frais de transport sont à la charge du Titulaire.</p> <p>À défaut, la destruction est <i>de facto</i> réalisée par l'EdA ou son représentant. La facture de ladite destruction est à la charge du Titulaire. Elle est déduite automatiquement de la facture suivante.</p> <p>La récurrence d'analyses de laboratoire non-conformes, et ce, quel que soit le produit concerné, peut entraîner après mise en demeure la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande conformément à l'article 7.3.3. du présent CCAP.</p>
Alerte sanitaire	<p>En cas de retrait /rappel dans le cadre d'une alerte sanitaire imputable au titulaire, une pénalité est appliquée systématiquement comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5% du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un lot avec un montant estimatif annuel < 200 K € ; - 10% du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un lot avec un montant estimatif annuel >200 K€ < 500 K€ ; - 15% du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un lot avec un montant estimatif > 500 K€ < 1 M€ ; - 20% du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un lot avec montant estimatif >1 M€. <p>Un minimum forfaitaire de 750 € HT est exigible pour couvrir les frais de retrait/rappel.</p>
Non-respect de la date de péremption (Contrat Date) et autres dérogations	<p>En cas de demandes de dérogations récurrentes du Titulaire concernant les contrats date indiqués à l'annexe 2 à l'acte d'engagement ou en cas de demandes de dérogations diverses, une pénalité est appliquée par lot concerné.</p> <p>Le Titulaire s'engage à ne pas demander plus de 10 demandes de dérogations par mois sur le lot concerné.</p> <p>La pénalité est calculée mensuellement. Si les demandes de dérogations par lot sont égales ou supérieures à 10, il est fait application de la pénalité suivante :</p> <p>$P = N \times 5 \text{ € HT}$</p> <p>Avec :</p> <p>P = montant de la pénalité ; N = nombre de dérogations mensuelles égales ou supérieures à 10 et par lot concerné.</p> <p><i>Exemple : si sur un lot le nombre de dérogations atteint 40 unités. La formule suivante s'applique : $P=30 \times 5 \text{ €} = 150 \text{ € HT}$ pour le lot concerné.</i></p>
Non-respect de la DLC minimum	<p>En cas de non-respect des DLC minimums garanties renseignées dans l'annexe à l'acte d'engagement, la pénalité suivante est appliquée :</p> <p>$P = (V_p \times N_p)$</p> <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité HT ; V_p : valeur en euro HT du produit non conforme ; N_p : quantité du produit commandé non conforme.</p>
	<p>Toutes les pénalités sont facturées sans mise en demeure préalable soit par note de débit, soit par demande d'avoir, soit par facturation établie par le Pouvoir Adjudicateur.</p>

Dispositions communes	<p>Elles sont déduites automatiquement du compte du Titulaire nonobstant la clause de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande aux torts du Titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, ces pénalités s'appliquent quel que soit leur montant. Les pénalités peuvent se cumuler dans la limite maximum de 20% du montant total HT du (des) bon(s) de commande litigieux.</p>
------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

7.2. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le Pouvoir Adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations de fournitures prévues par l'accord-cadre à bons de commande, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas de mauvaise exécution soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation (absence totale ou partielle de fournitures, fourniture non conforme, etc.) qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de ruptures prolongées, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande prononcée aux torts du Titulaire.

Le Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande par le tiers désigné par le Pouvoir Adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre à bons de commande, résultant de l'exécution des prestations de fournitures aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Des frais administratifs sont facturés dans tous les cas au Titulaire défaillant soit 10% du montant des fournitures concernées par l'exécution des frais et risques avec un minimum de perception de 500 € HT.

7.3. RÉSILIATION

7.3.1. *Résiliation de plein droit*

La résiliation est prononcée de plein droit, lorsque le Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution. Cette impossibilité peut se justifier dans deux situations :

- la force majeure qui met le Titulaire dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, pour des raisons indépendantes de sa volonté et d'obstacles qui ne peuvent être surmontés ;
- la disparition du Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (décès, faillite ou incapacité civile).

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

7.3.2. *Résiliation d'un commun accord entre les parties*

Les parties peuvent se mettre d'accord pour mettre fin à l'accord-cadre à bons de commande. Dans ce cas, elles établissent par écrit une date à laquelle la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande est effective.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

7.3.3. Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire

La résiliation aux torts exclusifs du Titulaire peut intervenir :

- en cas de non-respect des engagements contractuels par le Titulaire prévus au présent CCAP et au CCTP ;
- en cas de récurrence d'analyses de laboratoires non-conformes ;
- dans les cas prévus à l'article 41-du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) ;
- en cas d'inexactitude des renseignements fournis par le Titulaire lors de l'exécution de la prestation.

La résiliation intervient après la procédure de mise en demeure suivante : le Pouvoir Adjudicateur adresse préalablement au Titulaire une mise en demeure précisant la sanction envisagée. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées. Si la mise en demeure reste infructueuse ou en cas de répétition de fautes du Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur prononce la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

7.3.4. Autres cas de résiliation unilatérale par le Pouvoir Adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur dispose toujours du droit de résilier unilatéralement l'accord-cadre à bons de commande pour un motif d'intérêt général dûment justifié auprès du Titulaire. Dans ce cas, le Pouvoir Adjudicateur indique au Titulaire la date à laquelle prend effet la résiliation.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITÉ

Toutes informations portées à la connaissance du Titulaire et ayant trait aux pratiques du Pouvoir Adjudicateur, aux produits et services qu'il propose, aux prix qu'il pratique, à son savoir-faire ou à ses clients, constituent des informations confidentielles. Réciproquement, le Pouvoir Adjudicateur s'engage à la confidentialité des prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du Titulaire. Les parties doivent respecter la confidentialité des informations et ne doivent les divulguer à personne, à moins que leur divulgation n'ait été rendue obligatoire par une institution compétente.

Le Titulaire est tenu de veiller à ce que tout support, notamment informatique, contenant des informations confidentielles soit conservé en bon état. Le Titulaire doit être en mesure de détruire immédiatement les supports ou les remettre au Pouvoir Adjudicateur sur simple demande de ce dernier.

ARTICLE 9 – LITIGES

A défaut de règlement amiable, les éventuels litiges sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le droit applicable est le droit français. Le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Montreuil
7, rue Catherine Puig

93558 MONTREUIL CEDEX
Tél : 01 49 20 20 00 – Fax : 01 49 20 20 99
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr
URL: <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

ARTICLE 10 – DÉROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS

Article du CCAP	Intitulé de l'article	Article(s) du CCAG
Article 3	Pièces de l'accord-cadre à bons de commande	Article 4.1
Article 7.1	Pénalités	Article 14.1
Article 7.2	Exécution aux frais et risques du Titulaire	Article 45
Article 7.3	Résiliation	Articles 38 à 40 Article 42